



N° 239 / 2025

La Mission Permanente de la République Tunisienne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des Institutions Spécialisées en Suisse présente ses compliments au Haut-Commissariat aux droits de l'homme (Service des procédures spéciales), et se référant à la communication conjointe des procédures spéciales AL TUN 5/2025 en date du 25 juin 2025 au nom de M. Mohamed Ali Rtimi, a l'honneur de Lui faire parvenir, ci-joint, la réponse des autorités tunisiennes à ce sujet.

La Mission Permanente de la République Tunisienne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des institutions spécialisées en Suisse saisit cette occasion pour renouveler au Haut-Commissariat aux droits de l'homme (Service des procédures spéciales) les assurances de sa haute considération.



Genève, le 18 septembre 2025

**Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
(Service des procédures spéciales)
Genève**

ohchr-registry@un.org



Réponse de la Tunisie à la communication conjointe des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme relative à la situation de Mohamed Ali Rtimi

AL TUN 5/2025

Contexte général

L'État tunisien a reçu de plusieurs titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme (la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains, la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et la Rapporteuse spéciale sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association) une communication conjointe contenant des allégations de détention arbitraire et de mauvais traitements infligés à Mohammed Ali Rtimi, défenseur des droits de l'homme et de l'environnement membre de l'association Damj. Dans ce contexte, l'État présente ci-après ses clarifications sur le sujet.

1/ Poursuites pénales et procès visant l'intéressé

Contrairement à ce qui est affirmé dans la communication conjointe, à savoir que la procédure régulière n'a pas été suivie dans le cadre des poursuites et du procès visant l'intéressé, il convient de noter ce qui suit :

- Le 23 mai 2025, à la suite d'une manifestation de plusieurs groupes de la société civile demandant le démantèlement d'unités appartenant au complexe chimique de Gabès, des heurts ont éclaté entre deux groupes sportifs. Après avoir été attaquées avec des pierres et des objets rigides, les unités de la sûreté sont intervenues et ont arrêté trois personnes, dont Mohamed Ali Rtimi, qui a violemment agressé des agents de la sûreté. Ces trois personnes ont été présentées avec les objets saisis au service compétent et placées en détention après examen de leur situation par le parquet ;
- Il ressort donc que l'intéressé a commis des flagrants délits tels que définis à l'article 33 du Code de procédure pénale tunisien. Le parquet près le tribunal de première instance de Gabès l'a renvoyé, lui et deux autres mis en cause, devant la chambre correctionnelle pour des infractions aux articles 79 et 127 du Code pénal ;
- Contrairement à ce qui est allégué dans la communication, la détention de l'intéressé s'est déroulée conformément à l'article 13 *bis* du Code de procédure pénale et dans le respect des garanties prévues par l'article 35 de la Constitution tunisienne de 2022, ces dispositions étant conformes à l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ;
- Les autorités compétentes ont traité l'intéressé en coordination constante avec le parquet et lui ont accordé toutes les garanties prévues par la loi : notamment, il a été informé de ses droits, examiné par un médecin des services publics et entendu en présence de son avocat, et son père a été informé de son placement en détention. Cela a été consigné dans le procès-verbal d'enquête, que l'intéressé et son avocat ont signé, et confirmé dans la communication, dans laquelle il est expressément indiqué que l'intéressé a été autorisé à passer un appel téléphonique pour informer l'association

Damj de sa mise en détention, qu'il a eu accès à son avocat et qu'il a fait l'objet d'un examen médical dans un hôpital public ;

- Le 26 mai 2025, l'intéressé a comparu. La veille, le 25 mai, l'Instance nationale pour la prévention de la torture lui avait rendu visite et s'était entretenue avec lui en privé ;
- Il convient de souligner que l'intéressé a reconnu qu'il se trouvait sur les lieux des événements et que la personne mise en cause qui refusait de monter dans un véhicule de la sûreté a admis que Mohamed Ali Rtimi était présent et a agressé les agents de la sûreté, dont un violemment en lui donnant des coups de pied, comme l'atteste le certificat médical délivré à l'agent blessé ;
- Le 28 mai 2025, le tribunal de première instance de Gabès a rendu le jugement n° 4531/2025 condamnant chacun des prévenus à deux mois de prison pour avoir pris part à un attroupement de nature à troubler la paix publique et dont l'objet était de commettre une infraction, et M. Rtimi à deux mois de prison supplémentaires pour avoir agressé très violemment un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions. Le jugement prévoyait en outre la mise des frais de justice à la charge des condamnés, la clôture de l'affaire et la destruction des biens saisis ;
- Conformément aux procédures légales en vigueur et aux garanties prévues à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, l'intéressé a été autorisé à faire appel du jugement, ce qu'il a fait. Le 23 juin 2025, la cour d'appel de Gabès a rendu son arrêt n° 25/1602, par lequel elle a reçu l'appel dans la forme et dans le fond. Elle a confirmé la condamnation, mais a commué la peine privative de liberté imposée à chacun des prévenus reconnus coupables du délit de participation à un attroupement de nature à troubler la paix publique et dont l'objet était de commettre une infraction par une amende de 100 dinars, a décidé de la même commutation pour M. Rtimi pour le délit d'agression très violente contre un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions, et a maintenu la mise des frais de justice à la charge des condamnés. Aucun recours n'a été formé contre cet arrêt ;
- Le procès s'est déroulé conformément aux procédures légales en vigueur, dans le plein respect de toutes les garanties juridiques et des droits de la défense, de la procédure régulière, de la loi et des garanties d'un procès équitable. La condamnation est fondée sur la constatation des éléments de droit constitutifs des infractions visées dans les textes de référence, sur la base des éléments de preuve matériels et juridiques et des procès-verbaux d'enquête, lesquels font foi jusqu'à preuve du contraire en application de l'article 154 du Code de procédure pénale ;
- De plus, les actes imputés à l'intéressé constituent des infractions pénalement répréhensibles en application des articles 79 et 127 du Code pénal tunisien, et les faits constatés dans le procès-verbal d'enquête montrent que les actes commis ne sont pas liés à l'exercice de la liberté d'expression, de la liberté de manifestation ni d'autres droits et libertés garantis par la Constitution tunisienne de 2022 (Chap. II consacré aux droits et libertés), par les divers textes de la législation tunisienne ni par les conventions et traités internationaux signés et ratifiés par l'État tunisien. Cela est en outre conforme au paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui dispose expressément que l'exercice de la liberté d'expression comporte des responsabilités et des devoirs qui doivent être respectés aux fins de la protection des droits d'autrui, de la sécurité nationale, de l'ordre public et de la santé publique ;
- Enfin, il est clairement fait mention, dans la communication, d'un certain nombre de dates ayant jalonné l'affaire en question, depuis le jour des événements jusqu'à celui du procès en appel, qui prouvent bien que les délais raisonnables et la procédure régulière ont été respectés de la même façon pour chacun des mis en cause, conformément à l'article 9 du Pacte.

2/ Allégations selon lesquelles l'intéressé aurait été violemment agressé par des agents de la sûreté

Le parquet près le tribunal de première instance de Gabès a été saisi de trois plaintes (dont une déposée par l'avocate de l'intéressé), qui ont toutes été prises en compte et fait l'objet d'une enquête judiciaire, conformément aux procédures légales applicables. Le 1^{er} août 2025, les services compétents ont transmis le procès-verbal d'enquête au parquet de Gabès, compétent à cet égard, après avoir pris toutes les mesures légales nécessaires.

De plus, l'avocat de l'intéressé a déposé auprès du Bureau des relations avec le citoyen du Ministère de l'intérieur une plainte administrative au sujet de laquelle les autorités compétentes mènent actuellement une enquête conformément à la loi.

3/ Circonstances du placement en détention de l'intéressé

L'intéressé a été incarcéré à la prison civile de Gabès et libéré le 4 juin 2025. Pendant son séjour en prison, il a bénéficié de toutes les garanties et de tous les droits conférés à toute personne, qu'elle soit en détention provisoire ou condamnée, notamment d'un examen médical et d'un entretien avec la personne responsable des services sociaux de l'établissement pénitentiaire, entre autres.



إجابة الدولة التونسية على البلاغ المشترك الصّادر عن الإجراءات الخاصة لمجلس حقوق الإنسان بخصوص وضعيّة السيّد "محمد علي الرتيبي"

AL TUN 5/2025

الإطار العام:

تلقت الدولة التونسية بلاغا مشتركا صادرا عن عدد من الإجراءات الخاصة لمجلس حقوق الإنسان (المقررة الخاصة المعنية بحالة المدافعين عن حقوق الإنسان، المقررة المعنية بتعزيز وحماية الحق في حرية الرأي والتعبير، المقررة الخاصة المعنية بحرية التجمع السلمي وتكوين الجمعيات) والمتضمن ادعاءات ومزاعم حول تعرّض المدعو "محمد علي الرتيبي" (مدافع عن حقوق الإنسان والبيئة بجمعية "دمج") إلى الاحتجاز التعسفي وسوء المعاملة. ووفقا لما تقدم يتّجه توضيح ما يلي:

1/ في خصوص التتبعات الجزائية والقضائية المتعلقة بالمعني بالأمر:

خلافًا لما تضمّنه البلاغ من ادعاءات من أنّه لم يتم إتباع الإجراءات العادية المعمول بها في خصوص التتبعات والقضائية المتعلقة بالمعني بالأمر، يلاحظ ما يلي:

- بتاريخ 23 ماي 2025، وعلى إثر تنفيذ وقفة احتجاجية من قبل عدد من مكونات المجتمع المدني للمطالبة بتفكيك وحدات تابعة للمجمع الكيميائي بقابس، تمّ تسجيل أحداث شغب بين مجموعتين رياضيتين حيث تدخلت الوحدات الأمنية بعد رشقها بالحجارة والمواد الصلبة وتمّ إلقاء القبض على عدد 03 أشخاص من بينهم السيد "محمد علي الرتيبي" (قام بالاعتداء بالعنف على أعوان أمن) ثمّ تقديمهم رفقة المحجوز إلى الوحدة المعنية والاحتفاظ بهم بعد مراجعة النيابة العمومية.
- وعليه، فإن المعني بالأمر ارتكب جرائم متلبس بها طبق الفصل 33 من مجلة الإجراءات الجزائية التونسية. فتمت إحالته من النيابة العمومية بالمحكمة الابتدائية بقابس مع مظلون فيهما آخرين على المجلس الجناحي من أجل جرائم الفصلين 79 و 127 من المجلة الجزائية.
- وخلافًا لما تضمّنه البلاغ من ادعاءات، فإن الاحتفاظ بالمعني بالأمر تم طبق الفصل 13 مكرر من مجلة الإجراءات الجزائية وضمّانات الفصل 35 من الدستور التونسي لسنة 2022 وهي نصوص متلائمة مع المادة 9 من العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية.

- وبالتالي فإن الهياكل المعنية تعاملت مع المعني بالأمر بالتنسيق الدائم مع النيابة العمومية حيث تمّ تمكينه من كافة الضمانات المكفولة له بمقتضى القانون (إعلامه بحقوقه، تسخير طبيب الصحة العمومية لفحصه، سماعه بحضور محاميه، إعلام والده بقرار الاحتفاظ...) وهو ما تم تدوينه بمحضر البحث الذي أمضى عليه رفقة محاميه وهو ما يؤكده البلاغ نفسه الذي تضمن صراحة أنه تم تمكين المعني بالأمر من إجراء مكاملة هاتفية لإعلام جمعية "دمج" بالاحتفاظ به، وتمكينه من الاستعانة بمحامي وعرضه على الفحص الطبي بمستشفى عمومي.
- وقد أحيل إلى العدالة بتاريخ 26 ماي 2025، علما وأن الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب تولّت بتاريخ 25 ماي 2025 زيارة المعني بالأمر ومحادثته على انفراد.
- وتجدر الإشارة إلى أن المعني بالأمر اعترف بتواجده بمكان الواقعة، كما أن المتهم الذي كان يتمتع عن الصعود للسيارة الأمنية اعترف بتواجد المدعو "محمد علي الرتيبي" عندها وقيام هذا الأخير بالاعتداء على أعوان الأمن كالاغتداء بالعنف على أحدهم من خلال الركل وهو ما أثبتته الشهادة الطبية المسلمة لعمول الأمن المتضرر.
- وقد أصدرت المحكمة الابتدائية بقابس الحكم عدد 4531/2025 بتاريخ 28/05/2025 الذي قضى ابتدائيا حضوريا بسجن كل واحد من المتهمين مدة شهرين إثنيين من أجل التواجد بجمع من شأنه الإخلال بالراحة العامة القصد منه ارتكاب جريمة وسجن المتهم "محمد علي الرتيبي" مدة شهرين إثنيين من أجل الاعتداء بالعنف الشديد على موظف حال مباشرته لوظيفته وحمل المصاريف القانونية عليهم وعدم سماع الدعوى فيما زاد على ذلك وإعدام المحجوز.
- هذا وقد تمتّع المعني بالأمر بحق الطعن بالاستئناف طبق الإجراءات القانونية المعمول بها ووفق ضمانات المادة 14 من العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية وقام بالطعن بالاستئناف في الحكم وأصدرت محكمة الاستئناف بقابس حكمها عدد 25/1602 بتاريخ 23 جوان 2025 الذي قضى "نهائيا حضوريا بقبول الاستئناف شكلا وفي الأصل بإقرار الحكم الابتدائي مع تعديله وذلك بإبدال العقاب البدني المحكوم به على كل واحد من المتهمين في جريمة التواجد بجمع من شأنه الإخلال بالراحة العامة القصد منه ارتكاب جريمة بخطية مالية قدرها مائة دينار (100د) لكل واحد من المتهمين وبمثليها في حق المتهم "محمد علي الرتيبي" من أجل جريمة الاعتداء بالعنف الشديد على موظف حل مباشرته لوظيفته وحمل المصاريف القانونية على المحكوم عليهم" ولم يقع الطعن بالتعقيب في الحكم الاستئنافي.
- وقد تمت محاكمة المعني بالأمر وفق الإجراءات القانونية المعمول بها مع احترام تام لجميع الضمانات القانونية مع تمتعه بحق الدفاع وكان سيرها عاديا في إطار احترام القانون وضمنات المحاكمة العادلة وتأسست إدانته على ثبوت الأركان القانونية للجرائم المذكورة بنصوص الإحالة استنادا على قرائن

واقعية وقانونية ومحاضر بحث ذات حجية قانونية طبق الفصل 154 من مجلة الإجراءات الجزائية ولم يثبت ما يخالفها.

- وعلاوة على ذلك فإنّ الأفعال المنسوبة للمعني بالأمر تشكل جرائم معاقب عليها جزائيا طبق الفصول 79 و127 من المجلة الجزائية التونسية والوقائع الثابتة بمحضر البحث تثبت عدم ارتباط الأفعال المرتكبة من المعني بالأمر بممارسة حرية التعبير أو التظاهر أو غيرها من الحقوق والحريات المكفولة في الدستور التونسي لسنة 2022 (الباب الثاني المخصص للحقوق والحريات) ومختلف النصوص القانونية في المنظومة التشريعية التونسية وفي الاتفاقيات والمعاهدات الدولية الممضاة والمصادق عليها من الدولة التونسية ، وهو ما يتلاءم كذلك مع المادة 19-3 من العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية التي تنص على أن ممارسة حرية التعبير هي ممارسة مسؤولية بل تنص هذه المادة صراحة على اقتران ممارسة حرية التعبير بمسؤوليات وواجبات يجب احترامها حماية لحقوق الآخرين والأمن القومي والنظام العام والصحة العامة.

- كما أن نص البلاغ تضمن صراحة جملة من التواريخ المتعلقة بقضية المعني بالأمر منذ يوم الواقعة إلى حدود تاريخ صدور الحكم الاستئنائي وهي خير دليل على الأجل المعقول للمحاكمة والسير العادي للإجراءات التي يخضع لها جميع المتهمين على حد سواء طبق المادة 9 من العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية.

2/ في خصوص ادعاءات المعني بالأمر من أنه تعرض لاعتداء بالعنف من قبل أعوان الأمن:

تعهدت النيابة العمومية لدى المحكمة الابتدائية بقابس بعدد 3 شكايات في الموضوع (من ضمنها شكاية مقدمة عن طريق محامية المعني بالأمر) وتم تضمينها وتوجيهها جميعا للبحث العدلي طبق الإجراءات القانونية المعمول بها، وتولت الوحدات المعنية بتاريخ 1 أوت 2025 إحالة محضر البحث إلى النيابة العمومية بقابس وفقا للاختصاص وذلك بعد استفتاء كافة الإجراءات القانونية المستوجبة من جانبها في الغرض.

علما وأنه تم تسجيل شكاية إدارية تقدم بها محامي المعني عن طريق مكتب العلاقات مع المواطن بوزارة الداخلية، جاري البحث في شأنها من قبل الهياكل المعنية طبق القانون.

3/ في خصوص ظروف إيداع المعني بالأمر بالسجن:

تم إيداع المعني بالأمر بالسجن المدني بقابس وتم الإفراج عنه بتاريخ 04 جوان 2025 وتمتع خلال فترة إيداعه بالسجن بجميع الضمانات والحقوق المكفولة لكل المساجين سواء كانوا موقوفين أو محكومين ومنها على سبيل الذكر لا الحصر العرض على الفحص الطبي ومقابلة من طرف المكلف بالعمل الاجتماعي بالمؤسسة السجنية.